LA MÉMOIRE DES GUERRES AU QUÉBEC :

Un espace de résistance ?

ABSTRACT

Les guerres du XXe siècle ont laissé une empreinte particulière dans la mémoire collective des Franco-québécois. Qu'il soit littéraire, historique ou médiatique, leur récit s'organise généralement autour du même paradigme : les Canadiens français ont refusé d'aller au front lors des deux conflits mondiaux. Si d'aventure ils s'exécutèrent, ce ne fut que sous la contrainte ou encore pour fuir la misère ou leurs responsabilités, une situation qui résultait de leur oppression coloniale. À cet égard, les deux crises de la conscription représentent de puissants symboles des antagonismes nationaux entourant les questions militaires au Canada. L'auteure voudrais montrer ici que ces événements, traumatisants en soi, ont été le creuset des identités nationales respectives des deux « peuples fondateurs ». Les Canadiens français en particulier ont marqué leur différence à cet égard en construisant autour de leurs souvenirs de guerre un espace symbolique de résistance politique qui leur est propre.

BÉATRICE RICHARD

Béatrice Richard, Ph. D. Histoire, travaille présentement au Collège militaire royal du Canada au campus Saint-Jean-sur-Richelieu.

Si l'on admet que la mémoire relève principalement du registre de l'émotion par opposition à la raison[1], il devient clair que les événements traumatisants comme les guerres, les révolutions, les insurrections ou les rebellions, tout ce qui en somme se décline sous le signe de la violence collective, constituent des relais mémoriels clés dans le grand récit collectif des sociétés. Être confrontée à la guerre met la communauté à nu, la révèle à elle-même : ce qui la sous-tend en terme de valeurs et de croyances, se retrouve soudain libéré pour le meilleur et pour le pire. Des liens de solidarité insoupçonnés peuvent alors surgir soudant la nation contre un ennemi commun, amenant ainsi les individus à se dépasser. Mais l'effet inverse est aussi observable. L'état de guerre enraie les mécanismes de défense que la communauté avait plus ou moins patiemment mis en place pour assurer la paix sociale et surmonter les contentieux collectifs : l'urgence du moment risque de faire éclater à tout moment les compromis, les *modus vivendi* et les discours convenus que l'on avait intériorisés en ce sens. Les non-dits, les frustrations et les ressentiments collectifs peuvent alors ressurgir et se prolonger presque indéfiniment dans la mémoire collective, comme a pu le démontrer la littérature produite sur le sujet à partir des années quatre-vingt dix[2]. Ces principes universels et observables dans les pays touchés par les deux conflits mondiaux s'appliquent aussi à la société canadienne. La façon dont ses membres ont « digéré » ces événements reflète cependant des enjeux qui leur sont spécifiques : au Canada, coexistent au moins deux mémoires collectives distinctes des guerres mondiales. Ce n'est en effet un secret pour personne : Canadiens français et Canadiens anglais ont eu des lectures différentes de leur participation aux épisodes de 1914-1918 et de 1939-1945[3]. Comment ces différences se sont-elles exprimées, que peuvent-elles nous apprendre sur les enjeux du présent et quelles leçons pouvons-nous, à titre d'historien et de citoyen, en tirer pour l'avenir ? Telles sont les grandes questions que pose ce court article.

Pour les Anglo-canadiens le moindrement cultivés, la bataille de Vimy qui se conclut le lundi de Pâques du 9 avril 1917 constitue l'acte de naissance symbolique de la nation canadienne. Dans la mémoire des Canadiens français, c'est plutôt la crise de la conscription, avec l'émeute sanglante du dimanche de Pâques 1918 qui constitue un épisode unificateur. Ces événements historiques sont investis d'une forte puissance symbolique dans les communautés concernées. Leur récit s'est transmis dans la mémoire populaire en suivant un processus de reconstruction complexe, jusqu'à ce qu'ils acquièrent un sceau de légitimité en passant par le filtre de l'historiographie professionnelle. C'est ainsi qu'à la fin des années soixante, C. P. Stacey consacre Vimy comme une étape marquante de la marche du pays vers « la maturité nationale », une perception que l'on retrouve dans l'ouvrage que consacre Pierre Berton à ce sujet en 1986[4]. D'ailleurs, la littérature anglo-canadienne tend à présenter la Grande Guerre comme celle de l'indépendance du Canada[5]. Faut-il préciser que, inversement, les défenses victorieuses menées par les Canadiens dans les Flandres sont presque totalement absentes du récit franco-québécois de la Grande Guerre ? À cet effet, on comparera deux manuels d'histoire nationale, populaires dans leurs milieux de diffusion respectifs : *Challenge and Survival: the History of Canada* (1970)[6] et *Canada-Québec; Synthèse historique* (1978)[7]. Le premier souligne amplement les actions canadiennes sur le front européen ainsi que la participation militaire du Canada en général au conflit[8] et établit un lien clair entre cet engagement et l'autonomie politique accrue du

pays à la fin de la guerre[9]. Le manuel francophone traite pour sa part de ces sujets de façon plutôt laconique[10] et insiste plus sur la question de la conscription[11]. Pour ce qui est des deux seules opérations militaires citées, Ypres et Vimy, elles sont résumées en cinq lignes et demie[12]. Pour les Canadiens français, le front est ailleurs : en pleine crise d'octobre 1970, l'historien Jean Provencher écrit *Québec sous la loi des mesures de guerre ; 1918*[13]. Ni le titre de l'ouvrage, ni la collection dans laquelle celui- ci paraît (collection 1760) et encore moins la date de sa sortie ne laissent de doute sur le sens de cette étude par ailleurs fouillée et rigoureuse. Dans la préface, Fernand Dumont donne le ton en interprétant les manifestations anticonscriptionnistes comme une « [p]rotestation qui venait du fond d'une pénible vie quotidienne, d'une rancœur entretenue au fil des ans mais jamais vraiment dites, d'une servitude qu'il était impossible de traduire dans un mouvement proprement politique[14] ».

Il apparaît dès lors évident que les cinq morts du dimanche de Pâques 1918 à Québec, pèsent plus lourd dans la mémoire des Canadiens français que les 2967 Canadiens tombés sous les balles ennemies un an plus tôt presque jour pour jour sur la Crête de Vimy[15]. Mais la réciproque est vraie… Dans la littérature anglo-canadienne, cet impôt du sang est présenté plus ou moins ouvertement comme le prix de l'émancipation nationale – rappelons qu'en tout plus de 60 000 Canadiens ont laissé leur vie en Europe. À chaque communauté nationale son champ d'honneur ! On s'aperçoit ainsi que les deux peuples fondateurs, par leurs mémoires collectives interposées, n'ont jamais cessé de s'affronter sur cette question éthique fondamentale : le sacrifice humain est-il le rite de passage obligé pour obtenir la pleine indépendance nationale ? Ce principe semble avoir fait horreur aux Canadiens français, au point que ceux-ci ont généralement glorifié les insoumis, déserteurs et autres rebelles affichés à l'enrôlement obligatoire et relégué les combattants aux oubliettes lorsqu'ils ne les tournaient pas en ridicule. J'ai pu constater ce phénomène en étudiant la littérature québécoise francophone produite à partir de la Révolution tranquille. On y retrouve sous diverses variantes les thèmes du conscrit réfractaire ou de l'enrôlé volontaire, ce dernier étant généralement présenté comme un être stupide ou déphasé, tandis que le premier fait figure de héros. Quelques exemples…

Dans *La Guerre ? Yes Sir !,* un conte satirique qui met en scène un village québécois pendant la Deuxième Guerre, Roch Carrier présente les enrôlés comme de pauvres types. Prétexte de l'intrigue, le fils Corriveau, dont le corps est rapatrié en héros par sept soldats anglais, est mort au front en se soulageant sur une mine. Un autre enrôlé, Henri, devient cocu pendant son absence. Mais les habitants du village l'érigeront en héros lorsque, après avoir déserté, il tuera un Anglais par inadvertance[16]. Écrit presque dix ans plus tard, *L'Emmitouflé* raconte les histoires parallèles de Nazaire, un déserteur canadien-français de 1917 réfugié depuis au Vermont, et de son neveu, Jean-François qui, à presque soixante ans d'intervalle, fuit la conscription pour la guerre du Viêt-Nam. C'est l'occasion pour l'auteur de rappeler et de justifier le refus des Québécois d'aller combattre outremer : « Je ne suis pas allé à la guerre, [explique l'un des protagonistes de l'intrigue en faisant référence à la Deuxième Guerre mondiale] parce que je savais qu'il y aurait suffisamment d'hommes comme vous [son interlocuteur est un Américain qui s'est battu en Europe] qui auraient envie de se battre. Nous autres, les Canadiens français, on n'avait rien à voir là-dedans. C'était la guerre des Anglais, des Français et des Allemands[17]. » *L'Ombre de l'épervier,* un roman des années quatre-vingt, met en scène Noum Guitté, dont deux de ses fils s'enrôlent sur les champs de bataille européens de la Deuxième Guerre : l'un est un fanfaron en quête d'aventure ; l'autre, un être un peu simplet. Son benjamin se terre quant à lui dans une grotte pour échapper à la conscription : c'est aussi le seul des trois garçons qui parviendra à s'établir après la guerre en devenant un commerçant prospère[18]. Dans cette œuvre, comme dans d'autres, le héros de guerre est donc celui qui résiste à la conscription, non le combattant.

Si j'ai tant insisté sur la mémoire de la Première Guerre mondiale, c'est que celle-ci semble avoir « contaminé » les perceptions de la Deuxième, du moins chez les Canadiens français. Leur mémoire des deux guerres pourrait se résumer en deux mots clés très chargés émotionnellement : « conscription » et « désertion », le second étant presque immanquablement la réponse au premier. Ironiquement, et ce jusqu'à tout récemment, aucune étude historique francophone ne s'était penchée sur cette question. Il a fallu la récente publication du mémoire de maîtrise de Patrick Bouvier pour que le mythe du Canadien déserteur soit ramené à sa juste mesure[19]. On y apprend notamment que les Québécois francophones furent certes proportionnellement plus nombreux que leurs compatriotes anglophones à se présenter devant les tribunaux d'exemptions prévus par la *Loi concernant le service militaire de 1917,* mais que les autorités sévirent relativement peu contre les réfractaires[20]. Quant aux désertions – s'absenter de son unité sans autorisation –, seulement 61 Canadiens français semblent s'être rendus coupables cette offense, sept d'entre eux passant par le peloton d'exécution[21]. Or le nombre de ces sentences, toutes proportions gardées, semblent inférieures à celles enregistrées en la matière dans d'autres pays alliés. Selon l'auteur, rien ne prouve par ailleurs que les Canadiens français aient subi des discriminations devant les cours martiales, exception faite des problèmes posés par les différences linguistiques[22].

Rappelons que cette recomposition du récit n'a rien d'exceptionnel et s'avère constitutive du registre de la mémoire, cette dernière relevant plus souvent de la foi, du sacré, que de la raison critique. Ainsi naissent les grands mythes fondateurs des sociétés. Si l'on se reporte à la Deuxième Guerre, l'un des exemples frappants en ce sens reste sans conteste le traitement réservé au raid de Dieppe dans la mémoire collective québécoise. On remarquera à juste titre que les Québécois partagent la mémoire douloureuse de ce coup de force avec les autres Canadiens, les deux communauté ayant tendance à considérer cette entreprise comme un piège tendu par un commandement impérial machiavélique à des troupes « coloniales » de bonne volonté. Mais au-delà de ce schéma commun, on observe des différences de sensibilité manifestes. C'est que les enjeux diffèrent selon les appartenances.

Ainsi, pour les Anglo-canadiens qui, on l'a vu, lient l'indépendance de leur pays à leurs exploits militaires, le

désastre de Dieppe porte un coup au cœur même de leur grand récit national. Cela explique peut-être le caractère *a priori* disproportionné de la littérature produite sur le sujet : on peut répertorier pas moins de dix-neuf monographies de langue anglaise, sans compter les témoignages, articles et publications commémoratives pour un épisode somme toute secondaire à l'échelle de la Deuxième Guerre mondiale[23]. En outre, la question fait toujours l'objet d'un débat d'experts. En témoigne la controverse qui opposait récemment encore l'historien canadien Brian Loring Villa, auteur d'un ouvrage retentissant sur le sujet[24] à l'historien britannique Peter Henshaw sur les responsabilités respectives de l'Angleterre et du Canada dans la prise de décision du raid[25]. Tout académique et poli qu'il soit, l'échange reste vif et touche une corde sensible : la question de la compétence militaire des Canadiens dans cette affaire. Henshaw notamment, torpille le général canadien Andrew McNaughton, l'accusant d'incompétence et d'irresponsabilité pour avoir précipité ses troupes dans une opération dangereuse et bâclée, et ce au nom de l'autonomie militaire du Canada. L'auteur soutient même que le raid n'aurait peut-être pas eu lieu si les divisions canadiennes étaient restées des unités coloniales sous commandement impérial[26].

Au Québec, le souvenir de *Jubilee* s'est essentiellement transmis sur la base de la tradition orale, et n'a inspiré aucune étude savante ni aucun débat d'un niveau comparable à ce que l'on trouve au Canada anglais. On peut certes invoquer à juste titre l'absence, jusqu'aux années soixante-dix de structures favorisant le développement d'une historiographie militaire francophone[27]. Mais le phénomène peut aussi s'expliquer par le fait que la journée fatale du 19 août 1942 donne raison aux Canadiens français : l'événement ne fait que confirmer ce qu'ils savaient déjà, soit leur état de servitude dans une guerre qu'on leur a imposée. Le type de littérature qui circule sous le manteau à l'époque témoigne de cette attitude :

> *J'ai connu un pauvre diable qui s'est engagé « volontairement » parce qu'il n'avait pas d'ouvrage et parce que ses parents lui demandaient de l'argent. Il s'est fait tuer à Dieppe. Ayant commis l'erreur de ne pas revenir, l'Empire britannique, par négligence, ne l'a pas décoré. La gloire du parti Libéral, c'est que ce n'est pas une victime de la conscription* [référence au printemps 1918][28].

Dès lors, s'interroger sur le bien-fondé de l'opération ou essayer d'en tirer des leçons tactiques devient superfétatoire.

Le récit de Dieppe au Québec s'est donc essentiellement construit sur le registre du mythe[29], au point que les Canadiens français en sont venus à croire qu'ils étaient les seuls protagonistes de l'infortunée opération[30]. La propagande de guerre semble avoir elle-même largement alimenté cette conviction en braquant les projecteurs, du moins au Québec, sur la seule unité francophone impliquée dans l'opération, les Fusiliers Mont-Royal[31]. L'élite nationaliste canadienne-française de l'époque semble elle-même s'y être laissé prendre. Par exemple, les fondateurs du collège Stanislas, Jeannette et Guy Boulizon, notent en 1988 que « le malheureux raid de Dieppe […] fera, en quelques heures, plus de 2 000 victimes, *surtout canadiennes-françaises*[32] ». Plus surprenant encore, on retrouve des propos similaires dans un manuel d'histoire des années quatre-vingt :

> *[L'expédition] avait pour but, dans la perspective d'un éventuel débarquement allié en France, de tester les défenses allemandes sur les côtes de la Manche. Le régiment des Fusiliers Mont-Royal, commandé par le lieutenant-colonel Dollard Ménard, est chargé de ce débarquement [sic] qui a lieu le 19 août 1942. Mais l'opération a été mal préparée par le haut commandement, on a sous-estimé les forces ennemies. Les troupes canadiennes-françaises subissent un retentissant échec ; elles perdent 2 753 hommes, tués, blessés ou faits prisonniers [resic]*[33].

Il y a seulement quatre ans, Carl Leblanc, le co-réalisateur d'un documentaire remarqué sur Jubilee, *Mourir en France* (1999), m'a expliqué avoir choisi ce sujet parce qu'à son avis l'épisode de Dieppe résumait toute la guerre et illustrait la place des Canadiens français dans l'armée de l'époque : « En tout Canadien français à qui l'on dit "Dieppe", il y a quelque chose qui résonne, m'a-t-il souligné. Et, la plupart du temps, cela signifie un massacre de Canadiens français[34]. » Bref, le mythe du sacrifice canadien-français sur l'autel de l'impérialisme britannique a traversé intact le dernier demi-siècle.

Analyser la façon dont les peuples se racontent nous renseigne moins sur les changements auxquels ceux-ci sont confrontés que sur les atavismes qui les accablent. À cet égard le Canada offre un beau cas d'école. Sa double mémoire des Guerres mondiales révèle une ligne de fracture profonde entre ses deux communautés linguistiques. Ce constat ne surprendra personne. Mais il montre à quel point les contentieux persistants et les questions non réglées influencent notre façon d'écrire l'histoire, laquelle en retour nourrit les aspirations et les revendications collectives de l'heure. En ce sens, la représentation du passé des Canadiens français apparaît indissociable de la conjoncture politique particulière du Québec des dernières décennies, largement dominée par un projet d'affirmation nationale. Plus précisément, leur récit des guerres trace le périmètre d'un espace de résistance à l'assimilation dans le « grand tout » canadien car ces événements illustrent à différents égards les limites de leurs droits, sinon leur servitude, au sein de la Confédération. Leur insistance sur les deux conscriptions au détriment des grandes batailles dans lesquelles se sont illustrés les Canadiens pendant les deux guerres mondiales en témoigne. Comment pourraient-ils se reconnaître, par exemple, dans une armée anglophone qu'ils perçoivent comme un appendice de l'Empire britannique et non comme l'émanation de leur réalité nationale ? Ne serait-ce que regarder dans cette direction les expose au risque de diluer leur identité nationale. Par ailleurs, ils n'éprouvent aucun besoin d'analyser ou d'étudier des aspects qui leur échappent à peu près complètement : pourquoi analyser la stratégie, les tactiques, tout ce qui concerne la conduite de la guerre lorsque pendant longtemps, à de rares exceptions près, ils n'ont pu s'identifier à des chefs militaires ni avoir, de toute façon, voix au chapitre ? En revanche, la résistance à la conscription permet de marquer leur différence tout en resserrant les rangs : « tous unis contre l'enrôlement

obligatoire », signifie aussi pour eux « non à l'assimilation ». Ce récit ne peut qu'entrer en conflit avec celui de leurs compatriotes du reste du Canada lesquels, on l'a vu, considèrent que leur nation a été « forgée dans le feu » des deux guerres[35].

Le cercle vicieux de la mémoire (qui nourrit les revendications identitaires et politiques, lesquelles inspirent en retour la mémoire), auquel les historiens eux-mêmes n'échappent guère, gêne-t-il notre étude du passé en charriant continuellement des mythes et des tabous inhibiteurs ? Personnellement, je ne le crois pas. On peut certes se demander s'il est possible, voire souhaitable, de chercher à écrire une histoire aseptisée et débarrassée des scories du temps présent. Dans une telle éventualité, aurait-on pu écrire une histoire des femmes ? Les travailleurs, les Noirs, les Autochtones, et tous les damnés de la Terre auraient-ils pu s'écrire un passé garant de leur avenir ? En même temps, l'on se doit de rester vigilant : je pense avoir montré dans cet article l'intérêt de faire « dialoguer » les mémoires nationales. Comprendre comment l'« autre » perçoit le passé permet d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion et de recherche, d'élargir notre vision, cela sans toutefois renier la culture qui nous porte. Comme l'a parfaitement résumé Fernand Dumont :

> *L'histoire ne doit pas ressusciter des haines mortes ; un peuple adulte ne ressasse pas sans cesse, dans les eaux saumâtres du ressentiment, les injustices du passé. Mais l'historien est voué à la mémoire collective : ce qui n'en fait pas fatalement un fabriquant de linceuls. Les peuples non plus ne doivent pas accepter que l'on relègue dans l'oubli les témoignages anciens de leur servitude*[36].

Notes

Pour lire toutes les notes de Béatrice Richard, visitez le www.acs-aec.ca.

1 Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours* (Paris, le Seuil, coll. Points-Histoire, 1990), p. 10.

2 Consulter à ce sujet le chapitre 1 et la bibliographie de Béatrice Richard, « La Deuxième Guerre mondiale dans la mémoire collective canadienne-française/québécoise à travers le mythe de Dieppe, 1942-1995 », Thèse de doctorat, Montréal, UQAM 2000, 390 p.

3 Jonathan Vance montre notamment que la mémoire de la Grande Guerre exclut totalement les différentes minorités nationales du Canada : le héros des champs de bataille est plus ou moins explicitement un anglo-saxon blanc protestant. Jonathan Vance, *Death So Noble. Memory, meaning, and the First World War* (Vancouver : UBC Press, 1997). Lire aussi à ce sujet Mourad Djebabla-Brun, *Se souvenir de la Grande Guerre* (Montréal : VLB éditeur, 2004).

4 C.P. Stacey. "Nationality: the Experience of Canada", *Canadian Historical Papers,* 1967, p. 16. Pierre Berton, *Vimy,* Toronto: McClelland and Stewart Limited, 1986, 336 p.

5 Desmond Morton et Jack L. Granatstein, *Marching to Armageddon: Canadians and the Great War, 1914-1919* (Toronto: Lester and Orphen Dennys, 1989)

6 H. H. Herstein, L. J. Hughes, R. C. Kirbyson, *Challenge and Survival: the History of Canada* (Scarborough, Ontario: Prentice-Hall of Canada Ltd.,1970)

7 J. Lacoursière, J. Provencher, D. Vaugeois, *Canada-Québec ; Synthèse historique* (Montréal, éditions du Renouveau Pédagogique, 1978). Il s'agit en fait d'une réédition enrichie d'un autre manuel, *Histoire 1534/1968,* publiée en 1968.

8 H. H. Herstein et al., *ibid.,* section "Canadian on the Battlefields", p. 321-323

9 H. H. Herstein et al., *ibid.,* p. 318.

10 J. Lacoursière et al., *op. cit.* p. 481.

11 J. Lacoursière et al., *ibid.,* p. 481-485.

12 J. Lacoursière et al., *ibid.,* p. 480.

13 Jean Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre ; 1918* (Montréal : les Éditions du Boréal Express, 1971)

14 Jean Provencher, *ibid.,* p.9.

15 G. W. L. Nicholson, *Le Corps expéditionnaire canadien : 1914-1919* (Ottawa, Imprimeur de la Reine, 19163), p. 285.

16 Roch Carrier, *La Guerre, Yes Sir !* (Montréal : Éditions du Jour, Montréal, 1968).

17 Louis Caron, *L'Emmitouflé* (Montréal : Boréal Compact, 1991, 1994), p. 54-55.

18 Noël Audet, *L'Ombre de l'épervier* (Montréal : Québec-Amérique, 1988), 539 p. Les références données ici sont tirées de l'édition du Club Québec Loisir, p. 238.

19 Patrick Bouvier, *Déserteurs et insoumis : les Canadiens français et la justice militaire ; 1914-1918* (Montréal : Athéna, 2003).

20 Patrick Bouvier, *ibid.,* p. 61-86.

21 Patrick Bouvier, *ibid.,* p. 116.

22 Patrick Bouvier, *ibid.,* p. 115-120.

23 Voir à ce sujet la bibliographie de ma thèse de doctorat, Béatrice Richard, *op. cit.*

24 Brian Loring Villa, Unauthorized Action: Mountbatten and the Dieppe Raid (Toronto: Oxford University Press, 1989)

25 Peter Henshaw, "The Dieppe raid: A Product of Misplaced Nationalism?", *The Canadian Historical Review,* 77, 2 (juin 1996): 250-266. Brian Loring Villa et Peter Henshaw, "The Dieppe Raid Debate; Brian Villa Continues the Debate", *The Canadian Historical Rewiew,* 79, 2 (juin 1998) : 304-315.

26 Peter Henshaw, *ibid.,* p. 266.

27 Béatrice Richard, *La Mémoire de Dieppe* (Montréal : VLB éditeur, 2002). p. 37-39. On trouvera également une mise à jour de l'historiographie militaire francophone dans Sébastien Vincent, *Laissés dans l'ombre ; les Québécois engagés volontaires de 39-45* (Montréal : VLB éditeur, 2004), p. 21-32.

28 Dominique Beaudin, dans la « Chronique du conscrit » du journal *Le Bloc,* cité par André Laurendeau, *La Crise de la conscription* (Montréal : Éditions du Jour, 1962), p. 141.

29 « Mythe » ne doit pas être compris ici dans le sens d'« illusion » ou de « mensonge », mais plutôt comme une « réserve instantanée d'histoire » investie d'un sens symbolique par une communauté donnée. Le point de départ du mythe peut être un événement bien réel mais qui sera rapidement dépassé par le sens dont la communauté choisit de l'investir. À Àtravers celui-ci, la société « se raconte », projette ses aspirations comme ses frustrations, élabore une identité collective. Lire à ce sujet : Angus Calder, *The Myth of the Blitz* (Londres : Jonathan Capes, 1991), p. xiv.

30 Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe.,* p. 41-74.

31 Depuis le début de la guerre, le Bureau de l'information publique, supervisé par le ministère des services nationaux de guerre, alimente la presse québécoise d'une littérature résolument « héroïque » spécifiquement destinée aux Québécois où Dollard-des-Ormeaux et Montcalm côtoient les héros de Courcelette et de Vimy, ceci dans l'espoir d'éveiller la fibre patriotique des francophones. William R. Young, « Le Canada français et l'information publique pendant la Seconde Guerre mondiale », *Bulletin d'histoire politique,* 3/4, printemps/été 1995, p. 227-241.